

54759

**NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
DIVISION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DES RESSOURCES
HUMAINES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**



Un Séminaire de Haut Niveau

**sur "Le Renforcement du Dialogue Entre les
Décideurs Politiques et les Institutions de
Recherche/Formation d'Appui pour la Réforme
Economique et le Développement**

**LE DIALOGUE ENTRE LES DECIDEURS POLITIQUES
ET LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE:
LE CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIO-POLITIQUE**

par

Abdalla S. Bujra et Elwathig M. Kameir

Organisé par

**La Division de l'Administration Publique, des Ressources Humaines et du
Développement Social, dans le cadre du Programme d'Action Spécial pour
l'Administration et la Gestion (SAPAM) en collaboration avec le Ministère des Affaires
Administratives, Cabinet du Premier Ministre du Royaume du Maroc**

(Rabat, Maroc, 21-25 Septembre 1992)

**NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
DIVISION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DES RESSOURCES
HUMAINES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Un Séminaire de Haut Niveau

**sur "Le Renforcement du Dialogue Entre les
Décideurs Politiques et les Institutions de
Recherche/Formation d'Appui pour la Réforme
Economique et le Développement**

**LE DIALOGUE ENTRE LES DECIDEURS POLITIQUES
ET LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE
LE CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIO-POLITIQUE**

par

Abdalla S. Bujra et Elwathig M. Karneir

Organisé par

**La Division de l'Administration Publique, des Ressources Humaines et du
Développement Social, dans le cadre du Programme d'Action Spécial pour
l'Administration et la Gestion (SAPAM) en collaboration avec le Ministère des Affaires
Administratives, Cabinet du Premier Ministre du Royaume du Maroc**

(Rabat, Maroc, 21-25 Septembre 1992)

LE DIALOGUE ENTRE LES DECIDEURS POLITIQUES
ET LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE EN AFRIQUE :
LE CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIO-POLITIQUE

INTRODUCTION

Les rapports entre les décideurs politiques et les institutions universitaires de recherche et de formation africains ont au cours de l'histoire oscillé entre différentes phases de consentement, de suspicion réciproque et de confrontation. Bien que financées par les Etats, ces institutions ont eu tendance à ressentir certaines mesures de l'intervention gouvernementale comme étant purement une intrusion et un empiètement sur leur autonomie, fruit précieux de la lutte pour l'indépendance. Cependant, avec le temps, il s'est fait jour dans l'esprit des deux parties la nécessité d'une "interaction" constructive devant leur permettre d'atteindre les objectifs d'une société commune bien-aimée. La reconnaissance par les Etats comme les organisations internationales de l'incalculable contribution que la science peut apporter aux efforts de développement à partir de la recherche¹ a suscité un intérêt chez les Africains sur la nécessité de reconsidérer l'état de l'interaction entre les décideurs politiques et les chercheurs.² Cependant, le statut de cette interaction est encore loin de la perfection, ainsi qu'en témoignent éloquemment le délabrement des institutions de recherche locales et la forte dépendance des Etats africains par rapport aux expatriés et aux cabinets d'experts-conseils étrangers. Paradoxalement, ces mêmes faits rendent la question relative au dialogue entre les décideurs politiques et les universitaires plus que jamais pertinente et d'actualité.

Ce document voudrait étudier le rapport qui existe entre les décideurs de l'Etat et les universitaires dans les différentes phases de son évolution et spécifiquement dans le contexte socio-politique africain. La thèse que nous avançons stipule que c'est seulement dans ce contexte que nous pouvons appréhender les questions fondamentales qu'implique ce rapport, comprendre parfaitement et apprécier le statut actuel qui laisse à désirer, les contraintes et les perspectives de l'interaction entre les hommes politiques et les chercheurs.³ Nous ferons aussi des propositions dans le sens de l'amélioration de ce statut de sorte qu'il cadre avec les réalités des années 1990.

I. LES ANNEES 1960 : LA DECENNIE DE L'EUPHORIE ET DU CONSENSUS

Au début des années 60, la plupart des pays africains ont pu mettre un terme au régime colonial. Les gouvernements nationaux qui montaient au pouvoir à la veille des indépendances avaient invariablement entretenu à l'égard des universitaires des jugements spécifiques et un certain nombre de perceptions. Un petit groupe d'Africains cultivées qui rentraient en ce moment-là de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont, ensemble avec des conseillers et des donateurs étrangers, joué un rôle dans l'organisation de la recherche, de la formation et de la production du savoir, bien que ce fussent les vues des gouvernements qui prédominaient et qui prévalaient en fin de compte⁴. Ainsi, alors qu'ils monopolisaient les domaines de la politique et de la prise de décision, les gouvernements assignaient des rôles précis aux universités et à leurs enseignants et chercheurs :

- 1) Les universités étaient considérées comme des institutions de formation conçues pour produire une main-d'oeuvre de haut niveau

devant tenir des postes administratifs dans la fonction publique et les entreprises parapubliques, et aider à tenir la gestion des entreprises privées :

- 2) Le personnel et les intellectuels de l'université passaient d'abord pour des nationalistes sur lesquels on pouvait non seulement compter pour rationaliser les politiques de leurs gouvernements nationaux respectifs et apporter leur soutien aux efforts de préservation de l'unité nationale, mais qui y étaient tenus et que le devoir y obligeait. Dépasser les bornes des obligations qui leur étaient prescrites revenait à de la perfidie et à un comportement antipatriotique. Les gouvernements considéraient les initiatives que les intellectuels prenaient en dehors de ces questions comme une source de division aussi bien qu'une atteinte à la politique et à la morale.

- 3) La recherche était reléguée à un second plan et simplement perçue comme un instrument permettant de remplir deux fonctions précises : a) fournir les moyens techniques indispensables à la conception des politiques globales et sectorielles de l'économie et à la formulation des projets de développement en vue d'améliorer les produits agricoles destinés à l'exportation et l'élevage; b) d'une part restituer à l'Afrique la gloire de son histoire que les colonialistes avaient déformée et mal interprétée; d'autre part ranimer la glorieuse culture traditionnelle africaine également ridiculisée et dégradée par les colonisateurs. Toutefois, les paramètres indispensables au

processus de glorification tant de l'histoire que de la culture africaines étaient définis par les élites au pouvoir.

Afin de maintenir ce schéma de répartition des responsabilités entre les entités de décision et les intellectuels de l'université, les gouvernements africains n'ont pas tardé à se lancer dans la création de structures pertinentes qui, bien que variant d'un pays à l'autre, comportaient les éléments suivants :

- 1) Les universités et d'autres instituts d'éducation supérieurs avaient pour fonction générale la formation. Cependant, ces institutions tombaient sous une forme de contrôle gouvernemental relativement plus souple.
- 2) Les Instituts de l'administration publique s'occupaient de la formation des employés qui occupaient les échelons supérieurs de la fonction publique.
- 3) Les Instituts d'études africaines étaient destinés à la production de l'histoire et de la culture africaines à partir des recherches effectuées dans l'histoire et les langues des tribus, la collecte d'éléments matériels et oraux ethnographiques.
- 4) Les Instituts d'études du développement (IED) se chargeaient de mener les recherches économiques devant approvisionner techniquement les plans globaux et sectoriels du gouvernement.

Ironiquement, cette conception plutôt idéaliste, ou division du travail, était dans une large mesure acceptée par l'élite qui n'était pas au pouvoir, y compris les universitaires. De ce fait, ses structures mises en place par les autorités se sont consolidées avec le temps, de sorte que le consensus de l'élite s'est finalement cultivé, entretenu et opéré tout au long des années 60, sauf dans des pays comme le Ghana, l'Ouganda, le Soudan et le Nigeria qui ont connu des convulsions politiques dès la seconde moitié de la décennie. Il était d'autant plus facile de parvenir à un tel consensus que la communauté/universitaire était avant tout petite; de plus, son niveau et train de vie relativement aisés l'avait indexée comme un groupe privilégié et complaisant indiscernable de ses adversaires au pouvoir.

En réalité il y avait deux courants profonds qui se développaient simultanément vers la fin des années 60 et qui rongeaient le coeur de ce consensus pour finalement entraîner son érosion complète dans les années 70 :

- 1) L'occupation des échelons supérieurs de la fonction publique et de divers autres départements du secteur public par les experts étrangers. Cela a logiquement entraîné une dépendance accrue par rapport à eux et à leurs services. Cette infiltration injustifiée a offensé et rendu furieux les universitaires nationaux qui aspiraient vivement à contribuer efficacement à la formulation des politiques gouvernementales.
- 2) Le nombre croissant des mouvements de protestation et des grèves organisés par les étudiants de l'université. Bien que ces ouvertures violentes se soient articulées autour de questions apparemment mondaines et de petites revendications telles que le

repas, les subventions et le logement, elles étaient conçues dans des termes politiques critiques de la politique générale du gouvernement. Ces deux événements auguraient le début de la fin du consensus établi - entre les gouvernants et les enseignants/chercheurs des universités.

II. LES ANNEES 1970 : HOSTILITE ET CONFLIT

La structure socio-économique des pays africains n'est pas restée intacte au cours des années 60, à telle enseigne qu'avec l'avènement des années 70 des changements dramatiques avaient déjà pris forme. On pouvait discerner un certain nombre de caractéristiques dominantes de cette structure des années 70 qui se dessinait, accentuée par une crise profonde :

- 1) La situation africaine avait pris la forme d'un instrument principal d'accumulation des richesses comportant une machine bureaucratique en pleine expansion. Par conséquent, la situation va fournir un champ de lutte politique féroce entre les factions en compétition de l'élite africaine. Pour exercer le contrôle et l'hégémonie du pouvoir étatique, les groupes respectifs de l'élite qui n'avaient pas d'assise politique indépendante vont recourir à la manipulation des liens ethniques et des affiliations tribales.
- 2) Le faussé économique qui séparait les différents groupes sociaux s'est encore agrandi à cause de la proportion croissante de la classe moyenne propulsée par l'accroissement des opportunités d'éducation, la forte modernisation de l'économie et la

prolifération concomitante de l'emploi dans les secteurs public et privé. Donc, les parties de l'élite qui n'étaient pas au pouvoir et les groupes socio-économiques défavorisés vont actionner leurs revendications et exercer des pressions afin d'obtenir une plus grande part du pouvoir politique.

- 3) Les divisions politiques ont acquis une nouvelle dimension en se structurant fortement dans des cadres idéologiques, tandis que les programmes politiques se sont articulés sur des lignes idéologiques.

Les universitaires et les intellectuels se trouvaient pris dans les divisions de la société qui se dessinaient, et empêtrés dans la chaude lutte politique, de sorte qu'ils ne pouvaient plus observer la ligne neutre que le gouvernement avait tracé pour eux et qu'ils avaient acceptée dans les années 60. Donc, alors que le gouvernement les suspectait de plus en plus, les intellectuels s'éparpillaient en petits groupes qui s'en allaient chacun de son côté. Le résultat était en fin de compte que certains s'étaient retranchés derrière des postes administratifs et politiques que leur avait offerts le gouvernement de l'époque; d'autres s'étaient lancés dans le processus lucratif de l'accumulation des richesses; d'autres avaient plongé dans la politique soit ethnique soit idéologique; d'autres encore s'étaient laissés séduire par le marché florissant de l'expertise conseil; d'autres enfin avaient émigré vers des pâturages plus verdoyants, tandis que très peu avaient choisi de rester des enseignants et chercheurs "professionnels".

Ces événements dramatiques se sont accompagnés de profondes mutations dans les structures mêmes que les gouvernements issus des indépendances avaient

établies en vue d'accomplir les fonctions de formation et de recherche. Ces changements comportent, entre autres :

- 1) Les fréquentes réductions budgétaires et le manque de fonds pour la recherche, les maigres infrastructures matérielles et pédagogiques ont visiblement causé la dégradation des universités et des institutions de recherche. La question pertinente à poser ne devrait donc pas porter sur l'état de l'interaction entre les décideurs politiques et les centres de recherche, mais plutôt sur le fait de savoir s'il est possible que la qualité de la recherche produite par ces institutions soit satisfaisante dans ces conditions déplorables.
- 2) Il semblerait que l'université a déjà accompli sa mission et rempli la fonction qui lui était prescrite, à savoir assurer une formation générale, au point d'inonder la bureaucratie de l'Etat avec une "production excédentaire" de diplômés. A cet égard, les universités sont par conséquent devenues de plus en plus insignifiantes aux yeux des gouvernements qui, dans bien des cas, ne se sont pas fait le moindre scrupule de les fermer pour de longues périodes. C'est un sort semblable qui, à un moindre degré, a frappé les Instituts de l'administration publique.
- 3) Même le rôle des Instituts d'Etudes du Développement (IED) créés au départ pour aider les bureaucrates des gouvernements dans la conception de la politique économique et des projets de développement, a perdu de son importance pour les raisons suivantes :

- a) l'inondation par les experts expatriés des différents départements de l'administration;
 - b) le manque de ressources indépendantes;
 - c) l'incapacité alléguée pour ces centres d'apporter des réponses satisfaisantes à la crise économique qui sévissait; et
 - d) le rôle dominant des donateurs dans la définition du programme de recherche et de son orientation.
- 4) Les Instituts d'Etudes Africaines ont été carrément marginalisés, tandis que la production de l'histoire et de la culture africaines n'avaient plus d'importance aux yeux des élites dirigeantes.
- 5) La lutte politique et l'antagonisme idéologique qui se partageaient en ce moment la scène mondiale entre les idéaux du socialisme embrassés par le marxisme et les préceptes du libéralisme défendus par les démocraties occidentales, se sont retrouvés sur le champ de l'université. Les discussions politiques dans les salles de classe, les séminaires, les étudiants et la politique de l'université et les publications, tout se tenait dans le langage de l'hostilité qui opposait continuellement alors les deux camps et s'étendait jusqu'à embrasser les débats publics et la politique nationale. Les universitaires et les intellectuels étaient intimement impliqués dans la lutte subséquente et entraînés dans la politique respectivement que le truchement des associations professionnelles et des organisations politiques.

Ces protestations ont culminé dans une critique ouverte formulée par la communauté universitaire à l'encontre de la politique socio-économique du gouvernement et se sont largement répandues pour devenir courantes. Les répliques des gouvernements allaient de l'intimidation du personnel et d'une plus grande restriction des ressources de l'université à leur suppression pure et simple. C'est alors que les gouvernements ont développé les conceptions suivantes de la communauté universitaire :

- a) Fuyant leur part de responsabilité, les autorités vinrent à voir dans la détérioration générale et apparente des universités et des institutions d'études supérieures le signe de l'inaptitude des universitaires et la preuve de l'inutilité de ces institutions. De plus, les décideurs de la politique gouvernementale, conscients de leurs droits économiques acquis, suspectaient les motifs de la recherche universitaire et, par conséquent, leur refusaient ce dont ils avaient besoins en termes de données, alors que les expatriés accédaient très facilement même aux informations "Classées sous le sceau du secret". De ce fait, "on débattait fréquemment de la situation de crise qui prenait ses racines en partie dans la division internationale actuelle et passée du travail sans les experts nationaux et, bien sûr, avec l'aide de ceux-là mêmes qu'on pourraient tenir (également) responsables de la situation"⁵;
- b) les gouvernements les ont décrits comme des "traîtres" et les ont tenus responsables de la rupture du consensus de l'élite;

- c) ils ont perçu les universitaires, à travers un grand spectre politique, comme les instruments des puissances étrangères et ont souvent utilisé tout le pouvoir d'Etat pour exercer des poursuites contre eux.

III. LES ANNEES 1980 : L'IMPASSE : L'INTERACTION ARRETEE

Les mêmes tendances socio-économiques et politiques qui ont dominé les années 70 se sont bien transportées dans les années 80, bien que ce soit avec plus de grandeur et à un rythme plus rapide. Dans la décennie 80, le continent africain a connu une crise socio-économique profonde dans des proportions sans précédent. La crise était si générale et persistante que, dans beaucoup de cas, elle a mis en péril la capacité même des sociétés à se reproduire de façon viable dans leurs entités. Les causes profondes de la crise socio-économique prennent leurs racines en priorité dans les déséquilibres et les faiblesses structurelles des économies africaines. L'aggravation de la crise nécessitait des formes d'ajustement et des mesures de relance dans presque tous les pays africains. Ainsi, vers 1987, presque 60% des pays africains mettaient à exécution des Programmes d'ajustement structurel (PAS) conventionnels appuyés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM).

Le souci des gouvernements d'exécuter les programmes PAS a fait qu'ils étaient davantage préoccupés de gérer la macroéconomie au jour le jour et d'atteindre les objectifs des programmes stipulés par le FMI et la BM. La gestion des politiques macroéconomique et sectorielle était donc reprise dans certains cas par les experts de ces deux institutions internationales. Les chercheurs nationaux, les économistes en particulier, étaient seulement invités

de temps à autre à participer aux processus de négociation.

Ce tableau sombre a précipité les effets drastiques de l'état déjà lamentable de l'interaction entre les décideurs politiques et les centres de recherche, et a eu un effet contraire sur la potentielle contribution de la recherche nationale aux réformes économiques et aux efforts de développement.

On retiendra que :

- 1) l'apport de la recherche locale était considéré comme non pertinent, superflu et inutile;
- 2) la formation universitaire et les institutions de recherche continueraient de se dégrader à tous les niveaux d'activité. Les fortes réductions opérées dans le capital et les dépenses courantes avaient fini de paralyser le fonctionnement de ces institutions qui se trouvaient déjà dans un état de délabrement, de sorte que leur réhabilitation est apparue hors de la portée de bien des pays;
- 3) les universitaires, désespérés, se sont vus entraînés dans diverses formes de stratégies de survie et un bon nombre ont arrêté de travailler sérieusement à la recherche, celle-ci n'étant plus payante. Les années 80 ont connu un vaste mouvement d'exode vers le Nord, les pays du Golfe Arabe et les pâturages "plus verts" de l'Afrique, quant d'autres trouvaient des attributions dans les cabinets d'experts-conseils en prolifération. Les moins chanceux ont néanmoins choisi de faire des heures supplémentaires dans l'enseignement ou de travailler

au noir dans le secteur privé, au point d'épuiser le reste du temps imparti à la recherche. Ils se trouvèrent confrontés à une multitude de contraintes institutionnelles, structurelles et organisationnelles liées aux ressources. Les syndicats et associations des personnels universitaires ont bruyamment conté leurs doléances de faible traitement et de revenus en baisse, tandis que ceux qui étaient à bout de ressources revenaient à leurs premières exigences de l'amélioration des infrastructures de la recherche et de l'enseignement.

IV. LES ANNEES 1990 : LE MOMENT CRITIQUE :
POURRA-T-ON EVITER LA DEBACLE?

Une vague d'optimisme balaie le continent africain depuis le début de cette décennie. Cette nouvelle atmosphère a produit l'opinion corollaire qui prévoyait que l'économie aussi bien que la gestion des Etats africains s'amélioreraient vers la second moitié des années 90. Cette vision optimiste se fondait sur trois événements courants :

- 1) L'engagement ferme pris par les gouvernements africains de restructurer leurs économies en mettant l'accent sur la prééminence d'une approche centrée plus humaine, s'ils veulent voir quelque transformation structurelle à long terme ou un quelconque développement se réaliser. ⁶
- 2) La gestion économique et les programmes de développement des capacités qui étaient introduites dans une stratégie globale d'expansion soutenue par des fonds propres. Les initiatives de

développement des capacités concernant le développement humain, la restructuration des secteurs public et privé, le redressement des institutions publiques visiblement inefficaces et le développement des capacités en particulier dans l'analyse et la formulation des politiques générales.⁷

- 3) La transition à la "démocratie" et au "pluralisme" politique a été décrite comme la première caractéristique du niveau actuel de l'évolution de la politique africaine. On espère donc que, grâce à la démocratisation, la culture politique africaine va favoriser l'émergence d'un système de gouvernance de "participation" plus stable, transparent, qui rende compte et soit attentif à la critique objective de la politique sociale.

Cependant, dans ces nouvelles conditions, une question pertinente s'impose : quel type de rapport devrait-il exister entre les institutions de recherche et les organes politiques de décision? Notre réaction face à cela pourrait soulever plus de questions qu'elle ne pourrait espérer y répondre. Il serait aussi contraire au bon sens de vouloir prescrire des modalités de rapport devant convenir à ces circonstances sans se soucier de la situation spécifique de chaque pays. Néanmoins, nous pensons que, grâce au dialogue continu et soutenu entre les universitaires et les décideurs, et grâce à la création de forums de communication appropriés, il sera possible de parvenir à un cadre à l'intérieur duquel un "état d'interaction" positif peut se réaliser.

Cependant, aux fins de cette réunion, un certain nombre de suggestions peuvent être faites :

- 1) Etant donné le nouveau climat de cette économie de marché et du pluralisme démocratique, il se peut que les besoins du gouvernement en recherche et en formation diffèrent de ceux d'une économie dirigée et d'un Etat interventionniste. Si ces nouveaux besoins sont clairement exprimés, il y a plus de chance que les universitaires répondent positivement et aident les gouvernements.
- 2) Une réforme sérieuse s'impose urgemment au système éducatif et à toutes les institutions de l'éducation et de la recherche supérieures afin de les rendre plus pertinentes par rapport aux réalités des années 90 et aux aspirations des populations africaines.
- 3) Si on veut créer une atmosphère saine et une meilleure compréhension, il faut que les enseignants et les chercheurs soient traités avec le respect et la dignité qui conviennent et que la plupart d'entre eux méritent. Il importe surtout qu'ils soient suffisamment rémunérés et qu'ils reçoivent l'équivalent de leurs collègues des autres pays.
- 4) La liberté des universitaires doit être absolument assurée. Ceux qui émettent des réserves sur la société et la politique d'un gouvernement ne doivent pas paraître suspects au gouvernement et être stigmatisés comme des "traîtres". De la même façon, l'autonomie des universités et autres institutions de recherche doit être officiellement reconnue et garantie.

- 5) De leur côté, les universitaires doivent reconnaître et traduire dans les faits leur responsabilité devant le gouvernement et la société en général. Ils doivent surtout reconnaître que ce qui a mal tourné dans les politiques gouvernementales au lendemain des indépendances n'est pas le seul fait des factions de l'élite au pouvoir. Ainsi, les universitaires seront préparés à prendre leurs responsabilités et à contribuer au processus de construction de la nation. Néanmoins, ils ne pourraient le faire que si leur travail, quand il est constructif, est apprécié comme tel.

- 6) Les études de perspective à long terme portant sur diverses questions politiques doivent être établies et encouragées tant par les universités que par les gouvernements. De telles études pourraient recréer une partie de l'atmosphère favorable qui fait défaut et créer la plateforme absolument indispensable au raffermissement du dialogue et des rapports de coopération entre les universitaires et les décideurs.

- 7) Les organisations régionales, à savoir la CEA, l'OUA, la BAD devraient se défaire de leur carean bureaucratique et commencer à mobiliser les cerveaux africains les intellectuels et les chercheurs actuellement hors de leurs frontières - en établissant des liens forts et des consultations avec eux et leurs institutions de recherche respectives. Une telle coopération, si elle est bien menée, permettrait aux institutions régionales de jouer un rôle intellectuel plus important et aux chercheurs nationaux de contribuer efficacement

à la formulation d'une politique régionale.

- 8) Une interaction plus étroite est encore souhaitable entre les institutions régionales et les ONG régionales et sous-régionales (par exemple CODESRIA et OSSREA). La mobilisation de la plus grande communauté de recherche possible, grâce à une telle action, produirait une puissance intellectuelle capable de disputer le statut hégémonique édifié par le FMI/BM et la communauté donatrice qui, ensemble, ont longtemps dominé la scène de décision politique en Afrique où ils ont importé leur modèle de développement.

CONCLUSION

Les rapports entre les hommes politiques et les institutions universitaires de recherche ont connu différentes phases, correspondant aux trois dernières décennies de l'ère qui a suivi les indépendances. Au cours des années 1960, les chercheurs et les intellectuels universitaires ont joué et cédé au rôle que les gouvernements avaient défini pour eux. Néanmoins, vers la fin des années 1970, le consensus établi sur cette base de la "division du travail" s'est rompu. Les rapports entre les décideurs et les universitaires ont dégénéré et se sont caractérisés par la suspicion et l'antagonisme. Au cours des années 1980, les gouvernements n'ont plus jugé l'apport de la recherche nationale approprié ou nécessaire. Au cours de cette décennie, les institutions de recherche ont complètement stagné et les experts expatriés ont brillé par la définition aussi bien du programme de recherche que de la formulation de ses résultats en programmes d'action. La nouvelle donne qu'a connu le continent au début des années 1990 a suscité un climat d'espoirs

naissants pour une amélioration imminente de la situation socio-économique et le développement d'un système démocratique de gouvernement. C'est au regard de ces nouvelles réalités que des voies d'accès à la coopération et au dialogue doivent être recherchées tant par les décideurs que par les universitaires. Tous les deux devraient repartir sur de nouvelles bases avec l'espoir d'établir un nouveau consensus dans le cadre de l'optimisme des années 1990.

NOTES INFRA-PAGINALES

1. Voir, par exemple, Cernea, M., (ed), Putting People First : Sociological Variables in Rural Development, Oxford University Press, 1985.
2. Janidu, L., The Social Sciences and Development in Africa : Ethiopia, Mozambique, Tanzania and Zimbabwe, SAREC Report, 1985.
3. Cette préoccupation peut être dénotée par un atelier qui était organisé dès 1976 à Khartoum, conjointement par IDSRC, UNU, OCDE et CODESRIA, et qui avait délibéré de questions ayant trait à la politique et à la recherche.
4. Bujra, A., "Anthropology and the African Crises : Challenging the Dilemma", document soumis à un atelier organisé par CODESRIA sur Anthropologie en Afrique : Passé, présent et perspectives, 11-13 Nov., Dakar.
5. Umbadda, S., "Africa's Institutes of Higher Learning at Crossroads : With special reference to admission to the University of Khartoum", document préparé pour les Vice-Recteurs de la Conférence des Universités Africaines sur le thème : "Les tâches auxquelles doivent faire face les Instituts d'Enseignement Supérieur à la lumière des défis lancés par la crise socio-économique africaine", 18-22 février, 1985, Swaziland.
6. CEA : African Alternative to Structural Adjustment Programmes (AA-SAPs), E/ECA/CM.15/6/Rev.2 April, 1989.
7. BM : Sub Saharan Africa : From Crisis to Sustainable Growth, 1989, p.54.